La lettre de suicide du Premier ministre ʻAbd al-Muḥsin al-Saʻdūn*

Vie et mort d'un nationaliste irakien de langue turque

Prime Minister ʻAbd al-Muḥsin al-Saʻdūn's Suicide Note : Life and Death of a Turkish-Speaking Iraqi Nationalist

Aline Schlaepfer
Université de Bâle, Suisse, aline.schlaepfer[at]unibas.ch

Résumé : Plus d'une dizaine d'années après le retrait de l'administration ottomane des provinces irakiennes de l'Empire, en novembre 1929, le Premier ministre d'Irak ʻAbd al-Muḥsin al-Saʻdūn met fin à ses jours en se tirant une balle de cœur. Et comme ultime déclaration, il adresse à son fils ʻAlī une lettre d'adieu qu'il rédige, non pas en arabe, mais en turc ottoman. Cet article interroge les mécanismes d'élaboration d'une « mémoire d'État hachémite » sous la monarchie de Fayṣal, centrée sur une arabité en apparence homogène et immémoriale, en se demandant s'il a pu exister, dans son ombre, une multiplicité de mémoires évoluant en marge. Sur la base d'une analyse détaillée de la trajectoire politique et personnelle du Premier ministre – entre son bagage sociopolitique turc ottoman d'une part, et les tensions récurrentes avec le leadership chiite du sud de l'Irak d'autre part – il identifie et examine les enjeux d'une politique identitaire complexe, derrière l'écran d'une arabité revendiquée. L'héritage de la langue turque : amnésie ou indifférence ?

Mots clés :Irak, Arabe, Turc, Ottoman, Premier ministre, nationalisme, ʻAbd al-Muḥsin al-Saʻdūn, suicide, chiites

Abstract: More than a decade after the withdrawal of Ottoman administrators from the Empire's Iraqi provinces, in November 1929, Iraqi Prime Minister, ʻAbd al-Muḥsin al-Saʻdūn committed suicide by shooting himself to the heart leaving a note in Ottoman Turkish to his son ʻAlī. This article explores the dynamics for a "Hashemite memory of state" under the monarchy of Fayṣal, centered on a supposedly homogenous and immemorial Arabness. In particular, I ask whether there could have existed, in the shadow of official memory, a multiplicity of alternative memories. A close reading of the Prime Minister's political and personal trajectory – between his Ottoman Turkish socio-political background and the mounting tensions with Southern Iraqi Shiʻite leadership – exposes complex issues of identity politics behind claims of Arabness. The legacy of the Turkish language: amnesia or indifference?

---

1 Je tiens à remercier chaleureusement Philippe Bourmaud, Iyas Hassan, Hilary Kilpatrick, Amjad al-Qadi et les relecteurs anonymes, dont les commentaires, relectures et suggestions ont permis d'améliorer et d'enrichir cet article.

Keywords: Iraq, Arab, Turk, Ottoman, Prime Minister, nationalism, ʻAbd al-Muḥsin al-Saʻdūn, suicide, Shiʻa

Mémoire(s) et amnésie(s) d'Empire

> Je me le représentais alors vêtu d'une *ʻabāya,* coiffé d'un *ʻiqāl* et qui, du haut de son dromadaire blanc, menait en razzia une cohorte de bédouins. Oui, son Excellence ʻAbd al-Muḥsin al-Saʻdūn était le premier ministre en fonction qui avait l'air vraiment Arabe[2]. (Al-Rīḥānī, 1925 : 363-366).

C'est avec ces mots que l'intellectuel et nationaliste arabe libanais Amīn al-Rīḥānī décrivait dans son œuvre *Mulūk al-ʻArab* le futur Premier ministre d'Irak, à l'issue d'un long voyage dans la région du Golfe (Al-Rīḥānī, 1925 : 363-366). Ce récit d'al-Rīḥānī sur l'Irak lui valut de nombreuses critiques, notamment en raison de certaines remarques dépréciatives sur la société irakienne et sur ses intellectuels (Bashkin, 2009 : 190-193 ; Jones, 2013 : 69). Al-Rīḥānī semble donc avoir réservé au futur Premier ministre un traitement de faveur. Aux yeux du voyageur libanais en effet, ʻAbd al-Muḥsin, le « vrai Arabe », incarnait ce à quoi les Arabes *devaient ressembler* et constituait à ce titre un modèle à suivre. L'arabité idéale incarnée par ce dernier contraste néanmoins avec l'objet de cet article. En 1929, une dizaine d'années après le retrait de l'administration ottomane des provinces irakiennes de l'Empire et au terme d'une courte mais intense carrière politique sous mandat britannique, ʻAbd al-Muḥsin mit fin à ses jours en se tirant une balle de cœur. Et comme ultime déclaration, il adressa à son fils une lettre d'adieu qu'il rédigea, non pas en arabe, mais en turc ottoman. On peut donc s'interroger sur le décalage entre la représentation parfaitement arabisée du portrait qu'en dressait Amīn al-Rīḥānī et le contexte social, politique et familial du défunt. Dans quelle mesure le Premier ministre irakien incarnait-il véritablement cette arabité et pourquoi le voyageur libanais l'avait-il choisi comme modèle, malgré ce décalage ?

En Irak, la volonté de véhiculer l'idée d'une arabité homogène, forte et immémoriale est caractéristique de la « mémoire d'État hachémite » dès les premiers temps de la monarchie en 1921 dirigée par Fayṣal b. Ḥusayn originaire de la Mecque (Davis, 2005 : 1-28). À Bagdad, en tout cas depuis 1922, le ʻĪd *al-nahḍa* était célébré chaque année (*Baghdad Times*, 8 avril 1922 ; voir aussi Podeh, 2010 : 187). Lors de cette célébration officielle, il s'agissait de commémorer la révolte arabe de 1916 menée par la famille hachémite en glorifiant les nationalistes arabes, tout en diabolisant les Ottomans. Dans la pratique, en amont des festivités, un rappel historique dans la presse permettait de reconstituer les circonstances de la victoire arabe contre l'armée ottomane, puis on rapportait quelques jours plus

---

2 Toutes les traductions de l'arabe sont les nôtres. Je tiens à remercier Philippe Bourmaud, Iyas Hassan, Hilary Kilpatrick, Anaïs Massot, Amjad al-Qadi, Matthieu Rey pour leur aide précieuse, ainsi que les évaluateurs anonymes dont les commentaires ont profondément enrichi cet article.

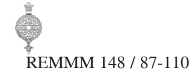
tard le déroulement des diverses cérémonies, comme celle qui eut lieu à la *Dār al-Muʻallimīn al-ʻāliya*[3] en 1930 (*Nidāʼ al-Shaʻb*, 29 & 31 décembre 1930). De même, on dressait dans les écoles un portrait globalement négatif de l'Empire ottoman. Dans les manuels d'histoire destinés aux enseignants du système éducatif gouvernemental, la lecture de *Mulūk al-ʻArab* du nationaliste arabe Amīn al-Rīḥānī était recommandée pour la préparation aux cours (*Minhaj*, 1934 : 38). Dans ces documents et cérémonies, la terminologie dominante pour qualifier l'Empire – avec des termes comme *inḥiṭāṭ* (décadence), *tadahwur* (déclin) ou encore *al-ʻuṣūr al-muẓlima* (âges obscurs) – reflétait en de nombreux points le paradigme du déclin de l'Empire ottoman. Elle insistait sur les effets néfastes de ce déclin sur les peuples arabes, qui parvinrent malgré tout à se défaire de l'oppression (*ẓulm*) ottomane pour restaurer la gloire disparue de la nation arabe. Ce discours historique basé sur la communauté des intérêts politiques, culturels et linguistiques arabes – et dont le roi Fayṣal se présentait comme le protecteur – permettait ainsi d'asseoir la légitimité de la famille hachémite en Irak, nouvellement arrivée dans une société qu'elle connaissait mal.

Comme l'a souligné Michael Provence, cette politique mémorielle valorisant l'arabité participait ainsi d'une « conspiration historiographique visant à effacer la généalogie ottomane » de la formation des États modernes (Provence, 2011 : 207). De cette politique mémorielle menée avec ténacité dans les espaces publics et éducatifs – en Irak comme dans d'autres États post-ottomans – émergea une forme d'« amnésie historique à court terme » des effets de la présence ottomane dans les espaces en question (Fortna, 2011 : 24). Cet article a pour ambition de pousser cette réflexion plus loin encore. Il part de l'hypothèse suivante : dans l'ombre de la mémoire officielle centrée sur une arabité en apparence uniforme et en marge de cette *amnésie d'Empire*, pourrait-il y avoir existé une, voire une multiplicité de mémoires, évoluant en marge de la *mémoire d'*État et moins amnésique de l'Empire ? Sur la base d'une analyse détaillée de la trajectoire politique et personnelle de ʻAbd al-Muḥsin al-Saʻdūn, entre son bagage sociopolitique et éducatif turc ottoman d'une part, et les tensions récurrentes avec le leadership chiite du sud de l'Irak d'autre part, il identifie et examine les enjeux d'une politique identitaire complexe, derrière l'écran d'une arabité revendiquée.

Empreintes ottomanes dans les provinces irakiennes

En réponse au *topos* répandu de l'artificialité tardive du pays, l'historiographie récente a rappelé le fait que l'« Irak », comme espace administratif moderne, existait nommément pour décrire la région couvrant les provinces de Bagdad et de Basra au moins, déjà dans le langage bureaucratique ottoman du XIXe siècle (Visser, 2009 : 147 ; Pursley, 2015 ; Benraad, 2018 : 37-44). À la même période

3 L'École supérieure de pédagogie

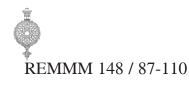


dans les sources britanniques – tant dans la documentation officielle produite par le *Foreign Office* que dans les récits de voyage – la terminologie « Turkish Arabia » était répandue pour évoquer l'Irak, et ceci en tout cas jusqu'aux accords de San Remo (Sluglett, 2004 : 55 ; Hume, 1909). L'Irak au sens moderne, et comme entité administrative, apparaît donc chez les Ottomans déjà, tout comme le caractère « turc » de l'Irak est souligné dans les sources extérieures. Ces quelques précisions terminologiques révèlent ici l'ampleur de l'influence ottomane sur la vie politique irakienne avant l'émergence de l'État national, et ceci malgré la distance géographique avec Istanbul qui valut souvent à la région le qualificatif de « coin perdu » de l'Empire ottoman (Çetinsaya, 2006 : 2). Cette empreinte, on le suppose, se fit ressentir encore après le démantèlement de l'Empire ottoman.

Évidemment, après la Première Guerre mondiale et la fin de l'Empire, les changements furent rapides et radicaux ; les troupes britanniques occupèrent Basra en 1914, Bagdad en 1917 et Mossoul en 1918. Et lorsqu'en 1921, Fayṣal b. Ḥusayn fut couronné roi d'Irak par les Britanniques à qui la Société des Nations avait attribué le mandat un an plus tôt, les Ottomans avaient officiellement disparu du paysage politique en Irak. Avant le couronnement de Fayṣal toutefois, l'identité d'un futur dirigeant pour la Mésopotamie fit l'objet de nombreuses controverses (Schlaepfer, 2021). Six candidatures furent examinées par les Britanniques lors la Conférence du Caire en mars 1921. Parmi d'autres, la possibilité de nommer un « prince turc » fut débattue, le prince Mehmed Burhaneddin qui n'était autre que le fils du sultan Abdülhamid II, et à qui on avait déjà proposé le trône d'Albanie. L'archéologue britannique et *Oriental Secretary* Gertrude Bell supposa que certaines populations sunnites de Bagdad auraient pu vouloir considérer un chef politique turc, comme rempart plus efficace à leurs yeux qu'un *sharīf* mecquois, contre les contestations chiites – position vraisemblablement partagée par la puissance mandataire. Résignée, elle conclut : « After all, we've got a German royal family, so have the Greeks, and Egypt has an Albanian – why shouldn't Mesopotamia have a Turkish ruling house?" (Bell, 22 janvier 1921 & 7 février 1921).

D'après le rapport final de la conférence, le soutien attendu pour le prince Burhaneddin de la part de personnalités irakiennes influentes, comme celui du membre consultatif pour le *Political Committee* et ministre des Finances en Irak Sāsūn Ḥasqayl, faisait craindre aux Britanniques un report de la décision quant au futur leader pour l'Irak, question qu'ils souhaitaient régler au plus vite. Avant de devenir ministre, Sāsūn Ḥasqayl avait longtemps représenté la province de Bagdad au Parlement ottoman après 1908 et continuait d'entretenir de bons contacts politiques avec Istanbul (Baṣrī, 1983 : 28-37). Au final toutefois, l'épisode du « prince turc » comme éventuel souverain pour l'Irak fut de courte durée. Dès la première réunion du *Political Committee* pour la Mésopotamie, sa candidature fut discréditée, Percy Cox arguant que la propagande « pro-turque » entretenue par le militaire Nihad Paşa, de même que la menace d'une nouvelle révolte soutenue par les Turcs, étaient désormais définitivement écartées (« Report on Middle East Conference », 1921, ANB ; Tauber, 1994 : 906).

La décision de balayer ainsi d'un revers de main la menace que pouvait représenter le lien entre l'Irak et ce qui allait bientôt devenir la Turquie républicaine trahissait néanmoins une certaine négligence face à un phénomène qui allait encore longtemps *hanter* l'Irak post-ottomane, tout autant que l'administration britannique impliquée : l'ambition, présente chez certains acteurs et à diverses étapes de la formation de l'État, de « se tourner vers les Turcs » (Al-Ḥuṣrī, 1967 : 65-68). Cette menace, qui se manifesta de manière particulièrement évidente autour de la question de Mossoul en 1925 (Shields, 2009), d'autres témoins de l'époque semblent pourtant l'avoir identifiée. Dans ses mémoires, le pédagogue et nationaliste arabe Sāṭiʿ al-Ḥuṣrī rapporte ses discussions avec un certain nombre de conseillers britanniques basés à Bagdad, comme le pédagogue Jerome Farrell. Farrell, revendique al-Ḥuṣrī, exprima sa surprise ainsi que celle de nombre de ses collègues lors d'une longue conversation en tête à tête, face à la tendance des Irakiens à préférer la Turquie (Al-Ḥuṣrī, 1967 : 65-68). De même, pendant ses conversations avec Gertrude Bell, celle-ci exprima sa peur de voir l'Irak resserrer ses liens avec la Turquie, constatant que « beaucoup [d'Irakiens] regrettent les Turcs ». À cette affirmation de Bell, al-Ḥuṣrī répondit avec amertume que les Britanniques, en trahissant leurs promesses faites aux Arabes, firent eux-mêmes « en sorte qu'ils regrettent le temps des Turcs. Ils [les Arabes] dirent alors : si seulement les Turcs étaient restés » (Al-Ḥuṣrī, 1967 : 56-58). L'idée de « regret » formulée dans ces diverses discussions présuppose ici l'existence d'éventuelles continuités dans les relations entre la *dernière génération ottomane* d'Irakiens formés à Istanbul, pour reprendre le titre de Michael Provence (2017) et la classe politique de la Turquie en passe de devenir républicaine. L'idée est en soi discutable : avec le déplacement de la capitale d'Istanbul à Ankara, la purge de la classe politique ottomane par la nouvelle élite kémaliste et d'autres facteurs encourageant la rupture entre l'ancien et le nouveau régime en Turquie, de telles continuités pouvaient difficilement être envisagées de manière naturelle. Néanmoins, on peut se demander si une partie de l'élite politique irakienne post-ottomane, prenant progressivement conscience de la difficulté de s'extraire de la dépendance politique envers la Grande-Bretagne, a pu choisir d'entretenir – ou plutôt de renouveler – les « spectres du passé ottoman » (Yilmaz & Yosmaoglu, 2008 ; Mills, Reilly & Philliou, 2011 : 133) dans le but de tisser de nouvelles relations diplomatiques fortes avec la Turquie, puissance ennemie de celle qui les maintenait en position subalterne. Dans cette logique de l'ennemi de ton ennemi est ton ami, le fait de préserver la langue turque pouvait marquer, chez des acteurs politiques irakiens comme ʿAbd al-Muḥsin al-Saʿdūn, un choix délibéré de nature politique, plutôt qu'il ne signalait un automatisme hérité naturellement du passé.



Les débuts de ʿAbd al-Muḥsin al-Saʿdūn : entre la confédération des al-Muntafiq et Istanbul

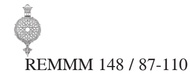
ʿAbd al-Muḥsin appartenait à la grande famille Al Saʿdūn, elle-même à la tête de la confédération de tribus des al-Muntafiq du sud de l'Irak. Ayant migré depuis le Hijaz vers le sud de l'Irak au XVIe siècle, la famille bénéficiait de privilèges sociaux liés à son statut de descendant de la famille du prophète d'après les généalogies officielles (*sharīf*). Ce statut lui assura une autorité politique quasi ininterrompue sur les trois groupes tribaux majeurs de la région, les Banū Mālik, Banū Sa'īd et al-Ajwad. Et, depuis le XVIIIe siècle, ces privilèges se renforcèrent en raison de sa localisation au nord du Najd, stratégique du point de vue d'Istanbul, puisqu'elle servait de rempart face à la montée du wahhabisme par le sud (« The Muntafik », 1917). Une partie de la famille Al Saʿdūn à laquelle appartenait ʿAbd al-Muḥsin al-Saʿdūn gagna ainsi les faveurs du sultan, mais cette position accrut en contrepartie les tensions avec d'autres branches de la même famille, ainsi qu'avec les al-Muntafiq en général (Çetinsaya, 2006 : 88-92). En effet, comme l'ont montré Pierre-Jean Luizard puis Yitzhak Nakash, celles-ci se convertirent dans leur quasi-totalité au chiisme, en particulier dans le courant du XIXe siècle à l'instar de nombreuses autres tribus arabes du sud de l'Irak (Luizard, 1991 : 188-192 ; Nakash, 1994 : 27). La réaffirmation de la légitimité islamique – en l'occurrence sunnite – de l'Empire ottoman caractéristique de la période hamidienne, par l'éducation notamment (Deringil, 1990), accentua plus encore le fossé entre la capitale sunnite de l'Empire et le sud de l'Irak, désormais majoritairement chiite. Alors que la famille Al Saʿdūn – restée pour sa part en grande partie sunnite – se trouvait officiellement à la tête des tribus des al-Muntafiq, elle s'isola progressivement de la société qu'elle côtoyait et dirigeait, tant socialement que du point de vue des appartenances confessionnelles, deux facteurs par ailleurs souvent convergents. Ces tensions expliquent en grande partie la vive hostilité dont ʿAbd al-Muḥsin al-Saʿdūn fit preuve envers les chiites tout au long de sa carrière, que le Haut-Commissaire britannique en Irak Henry Dobbs qualifie d'« antipathie fanatique » (Dobbs, 22 novembre 1923, ANB), et dont il sera question plus bas.

Né en 1879 à al-Nasiriya, centre de la circonscription des al-Muntafiq, ʿAbd al-Muḥsin b. Fahd al-Saʿdūn fut envoyé à l'âge de treize ans à Istanbul, où il fit ses classes, d'abord à l'École tribale impériale (*ʿAshiret mektebi*), puis à l'Académie militaire (*Harbiye Mektebi*), d'où il sortit lieutenant-colonel. Contrairement à d'autres membres de la famille Al Saʿdūn dont le rôle politique fut déterminant sur le territoire irakien, au sein même de la confédération des al-Muntafiq, la première partie de la vie politique de ʿAbd al-Muḥsin se déroula quasi exclusivement à Istanbul. Il servit d'abord comme aide-de-camp au palais du sultan Abdülhamid II à partir de 1905. Après la révolution jeune-turque de 1908, il connut une brève période d'instabilité et s'installa à Bagdad, mais il retrouva cependant Istanbul un peu moins d'une année plus tard, en 1910, où il se rapprocha du Comité Union et Progrès (CUP). Après son élection au parlement ottoman (*meclis-i mebusan*) la

même année, puis à nouveau en 1912 et en 1914, il siégea en tant que représentant de la confédération de tribus des al-Muntafiq.

À de nombreux égards, le premier chapitre stambouliote de la carrière politique de ʿAbd al-Muḥsin al-Saʿdūn est caractéristique de son milieu social. Issu de l'aristocratie traditionnelle, ayant suivi un cursus académique et militaire à Istanbul, son parcours ressemble à celui de nombreuses personnalités politiques irakiennes issues de ce milieu (Blake, 1991 : 4), comme Tawfīq al-Suwaydī, Ṭaha al-Hāshimī, Nājī Shawkat, et d'autres ministres encore. Par ailleurs, son rapprochement avec le CUP dans le contexte de la révolution jeune-turque reflète une tendance au sein de l'élite politique irakienne. En effet, les expressions publiques de soutien à la révolution à Bagdad comme dans d'autres grandes villes arabes furent nombreuses. Comme l'a montré Édouard Méténier, certains opposants au régime hamidien à Bagdad ne dissimulèrent pas leur enthousiasme à l'annonce du retour de la constitution ottomane, provoquant ainsi l'ire des milieux proches de l'ancien régime (Méténier, 2012). Cependant, pour la plupart des militants arabes pro-Jeunes Turcs, et contrairement à ʿAbd al-Muḥsin, cette « ivresse » ou « euphorie de la révolution », fut passagère (Georgeon, 2012 ; Der Matossian, 2014 : 23-48). Des branches locales arabes du « Parti de la liberté et de l'accord » (*Hürriyet ve Itilaf Fırkası*) établi à Istanbul en 1911 en opposition au CUP, se formèrent très rapidement dans les provinces arabes, pour l'Irak principalement à Bagdad et à Basra, et de nombreux députés irakiens participèrent activement à l'opposition (Al-Wardī, 1969-1972 : 211 ; ʿAbdallah, 1978 : 54-56).

C'est donc du point de vue de son action politique dans les cercles stambouliotes que le comportement de ʿAbd al-Muḥsin al-Saʿdūn se distingue, comme le souligne Luṭfī ʿAbdallah, auteur d'une biographie sur al-Saʿdūn. Lors des premières sessions du parlement ottoman après les élections de 1914, les députés irakiens exprimèrent globalement leurs désaccords sur de nombreuses questions, comme Sulaymān Fayḍi (député pour Basra) sur la liberté de la presse arabe, et Jamīl Ṣidqī al-Zahhāwī sur la reconnaissance de l'arabe comme langue officielle pour la province de Bagdad. Pendant toutes ces discussions, s'étonne l'historien irakien, ʿAbd al-Muḥsin al-Saʿdūn adopta une « attitude passive », même lorsque Basra était directement menacé. On ne lui connaît par ailleurs aucune activité politique auprès des associations nationalistes arabes (syriennes ou irakiennes) basées à Istanbul, et son nom n'apparaît pas dans les témoignages des militants pour les droits des Arabes (ʿAbdallah, 1978 : 52-57). Le choix du mutisme, en rupture avec la tendance dominante chez les acteurs politiques irakiens, plaça ʿAbd al-Muḥsin al-Saʿdūn en porte-à-faux avec nombre de ses alliés historiques. D'autres personnalités arabes qui avaient exprimé leurs désaccords avec la politique du CUP, soit par l'intermédiaire de leur activisme dans ces associations, soit directement par leurs actions parlementaires, furent progressivement écartées des milieux politiques à Istanbul. ʿAbd al-Muḥsin al-Saʿdūn, au contraire, demeura bienvenu au sein du parlement jusqu'à la fin de la Première Guerre.



La carrière du ministre dans l'État irakien sous mandat : le fantôme chiite et la rivalité avec Fayṣal

Après l'armistice, ʿAbd al-Muḥsin se rendit quelque temps en Irak, d'abord avec l'intention d'y rester provisoirement et sans sa famille, mais il dut bientôt se résigner à rentrer définitivement en famille en novembre 1921. Isolé depuis plusieurs décennies du milieu tribal sud irakien dont il était origine et privé de ses fonctions politiques à Istanbul, sa bonne intégration au paysage politique irakien pouvait paraître *a priori* compromise. Pour les autorités mandataires pourtant, la persévérance singulière de son allégeance envers l'État ottoman ennemi semble n'avoir constitué ni une anomalie, ni une menace. À bien des égards au contraire, le profil de l'ancien parlementaire pouvait, du point de vue britannique, séduire et inspirer confiance, comme le montre la suite de sa carrière en Irak. De retour à Bagdad en 1921, ʿAbd al-Muḥsin al-Saʿdūn devenait Premier ministre moins d'une année plus tard. Il exerça par ailleurs également la fonction de ministre de la Défense en 1922, de l'Intérieur (1922, 1922–1923, 1924–1925), de la Justice (1922–1923), des Affaires étrangères (1925–1926, 1928–1929) et des Finances (1925–1926). Et au total, ʿAbd al-Muḥsin occupa à quatre reprises la fonction de Premier ministre, entre 1922–1923, entre 1925–1926, entre 1928–1929, et à nouveau en 1929 jusqu'à sa mort quelques mois plus tard et qui fait l'objet de la seconde partie de cet article (Ghareeb & Dougherty, 2004 : 201-202).

Pour saisir les enjeux de cette rapide reconversion, il convient d'exposer ici les circonstances dans lesquelles l'État irakien sous mandat prit forme au tournant des années 1920. Dans la foulée des négociations d'après-guerre, la Grande-Bretagne obtint la responsabilité du mandat sur l'Irak lors de la conférence de San Remo en avril 1920, annonçant ainsi le début de la fin du modèle colonial indien en Irak dit « impérial », au profit du modèle de l'« *indirect rule* » prôné par le Bureau arabe du Caire et nécessitant un solide relais politique au niveau local. Pour les Britanniques, le souvenir de l'appel au jihad par les grands *mujtahid*-s des villes saintes chiites du sud de l'Irak contre l'invasion britannique en réponse à la fatwa du mufti de l'État ottoman, de même que celui de l'insurrection de Najaf entre 1917 et 1918, étaient encore vifs. Écarter l'élite politique et religieuse chiite opposée à leur présence et la remplacer par une autre, à la fois plus conciliante envers les ambitions britanniques et hostile aux revendications émanant des cercles chiites, apparut donc comme une solution acceptable pour asseoir les bases d'un dispositif étatique indulgent envers la présence anglaise. Cette nécessité s'accentua plus encore après la révolution de 1920 dont la mobilisation originelle – avant de devenir le symbole d'une unité irakienne pluriconfessionnelle et transrégionale – s'était manifestée dans les milieux chiites ; chez les oulémas des villes saintes, les chefs de tribus et de nombreux dirigeants du Moyen-Euphrate. L'intention de l'administration britannique d'exclure systématiquement les chiites des rouages du pouvoir se traduisit ainsi par un rapprochement avec les tenants du projet chérifien qui avaient – de près ou de loin – rejoint la révolte arabe de 1916 soutenue par

les Britanniques et qui accepteraient de contribuer à leur projet de museler les aspirations politiques des chiites. Pour réaliser ce projet d'« État construit contre sa société » pour reprendre les termes de Pierre-Jean Luizard (2002 : 33), on recycla ainsi l'élite politique arabe sunnite, active sous l'Empire et souvent non irakienne, à l'image du roi Fayṣal, et dont le caractère non représentatif de la société qu'ils gouvernaient fut immédiatement relevé. Il est intéressant de noter à ce titre que l'administration britannique encouragea de ce point de vue activement une forme de continuité des pratiques d'exclusion politique entre le régime impérial ottoman et l'État national irakien, plutôt qu'elle ne l'entrava (Sluglett, 1976 ; Marr, 1985 ; Luizard, 1991 ; Tripp, 2000 ; Rey, 2016).

Presque tout, dans son parcours, faisait de ʿAbd al-Muḥsin al-Saʿdūn « le candidat [idéal] des Anglais » (Khalisi & Luizard, 2005 : 263). Il n'était certes pas proche du cercle chérifien à ses débuts, mais il était issu d'un milieu sunnite irakien et avait acquis une solide expérience au sein de l'État ottoman de la première et seconde périodes constitutionnelles, expérience que les Britanniques recherchaient. En effet, un officiel britannique du nom de J.S. Thomson écrivait à son collègue Lionel Smith lors d'un séjour en Irak en 1923 : « Prime Minister Muhsin Bey Saadoun is a good fellow. [He is] well versed in politics, having been adc[4] w[ith] Sultan Abdulhamid. I only hope he will stay » (J.S. Thomson, 15 mars 1923, MECA). On souligna par ailleurs son caractère serein et conciliant, quoique parfois sinistre, mélancolique et effacé (Allawi, 2014 : 413-415). Enfin, et surtout, l'animosité profondément ancrée du futur Premier ministre envers les chiites explique sa facile reconversion dans ses relations avec la Résidence à Bagdad d'une part, qui avait tout avantage à le favoriser, et avec l'élite chérifienne nouvellement établie d'autre part. Les mémoires de Sāṭiʿ al-Ḥuṣrī, dont l'hostilité envers les chiites est bien connue de l'historiographie sur l'Irak, montrent que celui-ci avait très tôt reconnu en ʿAbd al-Muḥsin al-Saʿdūn un allié de poids lors de son mandat au sein du Ministère de l'éducation, marqué par une purge du système d'éducation nationale de ses composantes chiites, en particulier ceux qui possédaient la double nationalité iranienne et irakienne (Al-Ḥuṣrī, 1967 : 275 & 585-590 ; Al-Jawāhirī, 1988 : 167-172 ; Zubaida, 2007).

L'acharnement de ʿAbd al-Muḥsin contre les chiites fut effectivement loin de s'essouffler après son retour en Irak. Dès 1922, les revendications du mouvement d'opposition à la mainmise étrangère se cristallisèrent désormais autour du Traité anglo-irakien. Pour le faire approuver par le roi et le gouvernement, les Britanniques devaient tout d'abord s'assurer de la mise en place d'une Assemblée constituante capable de le ratifier. Incarnant parfaitement ce projet piloté par les Britanniques, ʿAbd al-Muḥsin al-Saʿdūn en fut élu président, et ceci malgré les nombreux appels au boycott contre la tenue d'élections lancés par les grands *mujtahid*-s chiites, dont celui de l'ayatollah Mahdī al-Khāliṣī, une des figures marquantes du jihad de 1914 et de la révolution de 1920. Considéré comme son « ennemi juré » (Fayḍi, 1952 : 351),

4 L'acronyme « adc » signifie aide-de-camp.



ʿAbd al-Muḥsin al-Saʿdūn devint dès lors l'artisan d'une virulente politique contre toute forme d'opposition à la politique mandataire, creusant toujours plus le fossé entre l'*establishment* sunnite et ceux qui tenaient à bout de bras les revendications d'indépendance (Luizard, 1991 : 458-470 ; Rey, 2016 : 235-238). L'arrestation de Mahdī al-Khāliṣī, puis son exil en juin 1923, furent menés d'une main de fer par ʿAbd al-Muḥsin en personne (Allawi, 2014 : 421-426). L'historiographie chiite, dans laquelle « le nom [de ʿAbd al-Muḥsin] resté associé à la plus brutale des répressions contre les tribus et les ulémas chiites », se fait également l'écho de ce combat acharné. Le fils et biographe d'al-Khāliṣī le décrit comme « la plus malfaisante et la plus odieuse des créatures de Dieu » (Khalisi & Luizard, 2005 : 262 ; 264).

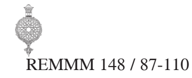
À l'inverse et en comparaison d'al-Saʿdūn, l'administration britannique considérait l'attitude de Fayṣal face aux revendications chiites comme globalement trop conciliante. Elle voyait donc dans le binôme Fayṣal-ʿAbd al-Muḥsin (Roi-Premier ministre), un équilibre qu'il eût été préférable de maintenir, pour étouffer les revendications chiites d'une part, tout en conservant une image publique de relative bienveillance à leur égard d'autre part (Dobbs, 22 novembre 1923, ANB). S'agissant de la nature des relations entre ʿAbd al-Muḥsin et le roi Fayṣal, les témoignages divergent grandement. Certaines des personnalités politiques qui les côtoyèrent soulignent chez le Premier ministre une loyauté sans faille envers Fayṣal qui, d'après ces mêmes témoignages, appréciait en retour son dévouement et sa sincérité : « The King is very fond of him » (Bell, 15 février -). Employé au Ministère des affaires étrangères, Meir Baṣrī se rappelle qu'au moment de prendre son poste, le ministre al-Saʿdūn le convoqua dans son bureau pour lui recommander vivement de porter la *sidāra (fayṣaliyya)*, couvre-chef dont le port se répandit en Irak pour marquer publiquement le soutien à la monarchie (Baṣrī, 1991 : 25). Alors qu'il était ministre de l'Intérieur, Nājī Shawkat observait également une « confiance absolue » entre les deux hommes, au début. Mais la méfiance s'installa progressivement selon lui, au point que ʿAbd al-Muḥsin vint à douter de cette confiance (Shawkat, 1974 : 141). De même, d'après un rapport du Haut-Commissaire Dobbs, les tensions entre les deux hommes, parfois perçus comme des rivaux, étaient plus que palpables (Allawi, 2014 : 488). Alors qu'al-Saʿdūn assumait pour la première fois le rôle de Premier ministre entre 1922 et 1923, les deux hommes se plaignaient déjà tour à tour auprès de l'officiel britannique des manœuvres de l'un en vue de discréditer l'autre.

En particulier, un scandale éclata autour du contenu de la *khuṭba* délivrée lors la prière du vendredi dans les mosquées de Bagdad. Surpris et irrité de constater que le sermon était encore lu en 1923 au nom du sultan-calife et non en son nom propre alors qu'il assistait lui-même à la prière, le roi Fayṣal somma le Premier ministre al-Saʿdūn d'interdire la pratique, ordre que celui-ci refusa d'exécuter, prétextant qu'un tel changement provoquerait des agitations. S'apercevant que rien n'avait changé des mois plus tard, Fayṣal souligna en novembre de la même année l'absurdité d'une telle pratique, alors même que la République de Turquie venait tout juste d'être officiellement reconnue. Il dut toutefois faire face à un

nouveau refus de la part du Premier ministre. En raison de ces diverses tensions, le roi annonça officiellement son abdication en présence du Haut-Commissaire Percy Cox et de son futur successeur Henry Dobbs, décision sur laquelle il revint néanmoins quelques jours plus tard. Finalement, ce fut au tour de ʿAbd al-Muḥsin d'annoncer sa démission de son poste de Premier ministre quelque temps plus tard, en novembre 1923. Il fut remplacé par Jaʿfar al-ʿAskarī (Dobbs, 22 novembre 1923, ANB ; Al-Ḥasanī, 1953, vol. 1 : 129 ; voir aussi Sluglett, 1976 : 58-59 ; Provence, 2017 : 139).

Lost in translation. Le suicide, la lettre en turc ottoman et les controverses

En dépit d'un début de carrière prometteur du point de vue britannique, les dernières années de l'action politique de ʿAbd al-Muḥsin al-Saʿdūn furent ponctuées de nombreuses « impasses politiques » (Sluglett, 1976 ; Allawi, 2014). Alors que son troisième mandat de Premier ministre en 1928 semblait commencer sur de bonnes bases – avec une majorité écrasante de parlementaires favorables à sa personne élus en janvier – la situation se détériora. Pour l'historien et chroniqueur irakien ʿAbd al-Razzāq al-Ḥasanī, deux facteurs relevant de la politique intérieure affaiblirent d'emblée son mandat puis discréditèrent à nouveau son action politique. Tout d'abord, le cheikh Ḍārī Maḥmūd de la tribu des Zawbaʿ, reconnu coupable de l'assassinat du Colonel britannique Leachman en août 1920, mourut en détention en février 1928 dans le contexte d'un procès très suivi, ce qui déclencha d'importantes manifestations anti-régime. Ces manifestations, renforcées quelques jours plus tard par la visite de l'homme d'affaires britannique et sympathisant sioniste Alfred Mond, se prolongèrent sur plusieurs semaines (Al-Ḥasanī, 1953, vol. 2 : 39-41). À ces troubles politiques intérieurs s'ajoutèrent d'importants changements liés aux renégociations des termes du traité anglo-irakien. D'abord forcé par Henry Dobbs à démissionner à la suite d'un télégramme du secrétaire d'État aux colonies Leo Amery en janvier 1929 (Al-Ḥasanī, 1953, vol. 2 : 199-200), ʿAbd al-Muḥsin fut remplacé quelque temps par Tawfīq al-Suwaydī. Mais la succession de Leo Amery, un conservateur, par le socialiste Lord Passfield, puis celle du Haut-Commissaire Dobbs par Gilbert Clayton changèrent la donne. Fayṣal rappela ʿAbd al-Muḥsin al-Saʿdūn pour assurer un quatrième et dernier mandat de Premier ministre quelques mois plus tard, en septembre 1929. Les tentatives de rétablir un dialogue entre l'Irak et la Grande-Bretagne aboutirent partiellement, puisque le nouvel accord prévoyait désormais que le gouvernement britannique s'engagerait à recommander sans condition l'adhésion de l'Irak auprès de la Société des Nations lors de la session du conseil de juin 1932. Clayton n'eut toutefois pas le temps de prendre connaissance du télégramme lui annonçant personnellement la nouvelle en septembre 1929, puisqu'il décéda subitement des suites d'une crise cardiaque (Allawi, 2014 : 510).



Alors que ce soutien fut présenté par certains comme une victoire pour l'Irak, il annonçait pour d'autres un désastre politique. Du point de vue de la Grande-Bretagne, ce soutien permettait de diffuser une image complaisante à l'égard de l'Irak : « *At a time like the present, […] the Brisith Government is showing a disposition to pursue the most Liberal policy towards Iraq* » (*The Times,* 15 novembre 1929). Mais cette manœuvre résultait en réalité d'un calcul pragmatique : pour parvenir à maintenir le monopole économique et militaire, et ceci à moindre coût, l'indépendance se présentait comme une option intéressante à condition de bien négocier sa sortie (Pedersen, 2010). ʿAbd al-Muḥsin al-Saʿdūn faisait partie de ceux que la nouvelle contraria. Celui-ci craignait en effet que cette décision implique de devoir renoncer définitivement aux négociations d'autres conditions fondamentales, comme le retrait des troupes britanniques (Sluglett, 1976 : 113-117). Cette décision semble avoir en ce sens marqué un tournant dans sa relation avec les Britanniques.

Pour ses proches, ʿAbd al-Muḥsin al-Saʿdūn se trouvait alors dans une « position insoutenable » (Shā'ūl, 1980 : 120). D'une part, à l'hostilité des chiites s'ajoutait désormais, depuis les émeutes de 1929, celle de nouvelles composantes de la population irakienne. D'autre part, l'état des négociations avec les Britanniques se trouvait alors au point mort. Selon Tawfīq al-Suwaydī, ami proche de ʿAbd al-Muḥsin al-Saʿdūn[5], ce dernier était devenu profondément « maussade ». Alors qu'il s'était ouvertement exprimé en faveur du mandat les premières années, ʿAbd al-Muḥsin désespérait désormais de voir son pays se défaire un jour de l'emprise britannique, selon al-Suwaydī. Il lui confia en 1928 : « Le moment est maintenant venu de faire tout ce qui est en notre pouvoir pour nous extraire de la tutelle britannique, ou du moins de diminuer son influence » (Al-Suwaydī, 1969 : 184).

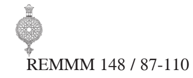
Autre élément d'importance, sa situation familiale. Témoins, historiens et biographes insistent tous sur ses difficultés personnelles et familiales, en particulier avec son épouse. Marié à une Stambouliote et très proche de sa belle-famille, ʿAbd al-Muḥsin al-Saʿdūn s'était engagé auprès d'eux à rester à Istanbul. Son épouse étant fille unique, les beaux-parents de ʿAbd al-Muḥsin avaient en effet exigé lors du mariage que leur gendre n'emmène à aucun moment leur fille s'installer en Irak (ʿAbdallah, 1978 : 60), comme cela était souvent le cas lors de mariages entre des femmes issues de notabilités ottomanes et des hommes politiques de province (Dumas, 2013 : 116-120). En raison de sa décision d'emmener femme et enfants en Irak en novembre 1921 malgré cet engagement, l'adaptation semble avoir été particulièrement laborieuse pour cette dernière. On apprend, grâce aux détails fournis par un des rares témoins britanniques à avoir documenté la vie des épouses d'hommes politiques, Gertrude Bell, qu'elle semblait mal s'adapter au climat de Bagdad et ne parvint jamais à apprendre l'arabe, comme ce fut le cas d'ailleurs de nombreuses autres épouses de langue maternelle turque (Bell, 13 octobre 1923). Le biographe de ʿAbd al-Muḥsin al-Saʿdūn laisse par ailleurs entendre que le couple

5 Al-Suwaydī était l'époux de la nièce de ʿAbd al-Muḥsin al-Saʿdūn.

al-Saʿdūn avait de graves problèmes de couple à partir de cette période, suggérant que cela aurait pu être une des raisons de son suicide quelques années plus tard, et dont il sera question plus bas. Il raconte que sa femme refusait systématiquement les visites de la famille al-Saʿdūn, et lorsqu'enfin elle acceptait sous la pression de son mari, elle les recevait en s'exclamant en turc « Pis Arap, Pis Arap », ce qui signifie « sales Arabes » (ʿAbdallah, 1978 : 443-447).

Quelques semaines seulement après avoir entamé son mandat de Premier ministre pour la quatrième et dernière fois, la nouvelle de son suicide par une balle dans le cœur résonna comme une onde de choc dans tout le pays. Dans la soirée du 13 novembre, après avoir rédigé en turc ottoman une lettre d'adieu à son fils ʿAlī al-Saʿdūn – alors étudiant à Birmingham en Angleterre – il la déposa au sommet d'un tas de papiers sur son bureau et se rendit dans sa chambre. Sa femme, l'apercevant l'arme à la main, le suivit pour tenter de s'interposer mais arriva trop tard. En dehors des membres de sa famille, du personnel de maison et des médecins, le ministre de l'Agriculture ʿAbd al-ʿAzīz al-Qaṣṣāb fut le premier membre du cabinet et proche collègue arrivé sur les lieux, suivi la nuit même d'une dizaine d'autres. Al-Qaṣṣāb commença par faire une lecture à voix haute de la lettre à ses collègues réunis, puis les invita à attester par écrit de l'authenticité du document. Tawfīq al-Suwaydī indiqua par écrit qu'il s'agissait là du document original, puis tous y apposèrent leur signature. Yāsīn al-Hāshimī ajouta enfin, à côté de la sienne : « Ce [document] contient une preuve de la grandeur du sacrifice venant d'un homme que l'Irak a perdu » (ʿAbdallah, 1978 : 455-458). Rejoints un peu plus tard par Salīm al-Ḥassūn, rédacteur en chef du périodique *al-ʿĀlam al-ʿarabī*, les ministres lui remirent la lettre. Arguant en faveur de la réputation du défunt et de sa famille, et pour éviter des accusations de diffamation, ils lui enjoignirent de ne pas publier le texte dans son intégralité, mais d'en choisir des extraits (Fayṣal à Hubert Young [secret], 20 novembre 1929, ANB). Malgré ces précautions pourtant, comme nous allons le voir, la lettre d'adieu de ʿAbd al-Muḥsin devint « l'un des documents les plus controversés de l'histoire irakienne moderne » (Allawi, 2014 : 512).

Avant de nous pencher sur les problèmes liés à l'édition et à la traduction de la lettre, notons d'abord qu'après sa première publication dans *al-ʿĀlam al-ʿarabī*, Salīm al-Ḥassūn était chargé de la remettre à ʿAbd al-ʿAzīz al-Qaṣṣāb, qui était à son tour tenu de la rendre à sa femme. D'après Ali Allawi pourtant, l'original de la lettre, après avoir terminé dans les mains de Tawfīq al-Suwaydī, aurait disparu lors du saccage de son bureau dans le contexte de la révolution de 1958 (Allawi, 2014 : 510-514 ; 603). Mais dans ses mémoires, al-Suwaydī ne donne aucune indication quant à la fortune de la lettre après les échanges en question. Enfin, les différentes versions accessibles aujourd'hui sont des reproductions du texte officiel, traduit ou publié de la lettre de suicide, et non de sa version originale. Dans le dossier de la Résidence relatif aux débats suscités par cette lettre, on ne trouve aucune trace de celle-ci, alors même que le Haut-Commissaire par intérim à Bagdad Hubert Young s'y engage à faire parvenir à Passfield une photographie de la lettre dans les plus brefs délais. Le problème est identique s'agissant des versions turque et arabe



(Al-Ḥasanī, 1953, vol. 2 : 258 ; Shawkat, 1974 : 141-142 ; ʻAbdallah, 1978 : 481 ; « Death of Sir Abdul Muhsin », novembre 1929, ANB, voir aussi l'annexe pour des reproductions des versions accessibles). Le contenu exact de cette lettre, de même que son emplacement, restent donc à ce jour incertains.

Le lendemain de l'accord passé entre les ministres et le journaliste, la lettre fut publiée dans la presse, en arabe. Et, dès sa publication, la lettre fit l'objet de vives critiques de la part de la Résidence à Bagdad, qui reprochait à ceux qui l'avaient éditée d'exagérer la responsabilité britannique. D'après le quotidien basé à Londres *The Times,* la version de la lettre délivrée à la presse par les membres du cabinet n'aurait été « qu'un résumé » approximatif de la lettre (*The Times,* 15 novembre 1929). Le Haut-Commissaire Young écrivit au Secrétaire d'État aux colonies :

> By the afternoon, [w]e had obtained from the police a rough translation of the original letter, which was written in Turkish, and [we] had established the fact that a deliberate alteration had been made which had the effect of throwing the entire blame for the tragedy upon the attitude of the British Governement. (Young, 20 novembre 1929, ANB).

Il indique – sous la forme de parenthèses – dans un télégramme à Passfield les parties précises qui furent omises dans *al-ʻĀlam al-ʻarabī* le lendemain de la mort du Premier ministre, dans le but de montrer comment cette omission eut pour conséquence d'accentuer le contraste entre la pression exercée par les Britanniques et la faiblesse des Irakiens :

> The nation expects service and the British do not agree. I have no helpers and Iraqis (who claim independence) are weak (and incompetent and very far from independence. They are also unable to appreciate advice of a man of honour like myself). They call me a traitor to my country and a servant of the British. What a calamity this is. (I am a most sincere martyr to my country.) (Young, 14 novembre 1929, ANB).

Outre la nature particulièrement tragique de l'événement et le contenu problématique de la publication dans la presse irakienne, la Résidence dut faire face à un autre problème, de taille : la traduction du document qu'ils proposaient de leur côté – du turc vers l'arabe, puis de l'arabe vers l'anglais – fit l'objet d'une autre controverse, prenant cette fois pour cible l'administration britannique. Dans le numéro du 15 novembre 1929 du *Times*, la phrase « les Irakiens sont faibles, impuissants et loin de *mériter* l'indépendance » résultait d'une traduction erronée du texte original[6]. Quelques jours plus tard, le 19 novembre, *The Times* dut rectifier le tir en publiant un *erratum* :

> "The Iraqi people," runs the translation in *The Times*, "who are demanding independence, are in fact weak ; they are too weak, and very far from deserving independence…. " The official translation of this sentence is: - "The Iraqis who demand independence are weak, powerless, and very far from independence. (*Times*, 19 novembre, 1929).

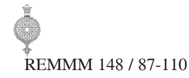
6 En turc ottoman : « […] istiklal isteyen Iraklılar zayıf, aciz [ve] istiklalden çok uzak ». Nous soulignons.

Au final, Fayṣal, le Premier ministre (désormais Nājī al-Suwaydī) et le Haut-Commissaire Young se mirent d'accord sur une version « officielle » de cette lettre qui avait créé tant de polémiques, à l'issue de longues négociations. Mais le scandale que les Britanniques cherchaient à tout prix à éviter en travaillant sur un compromis, finit malgré tout par arriver. Très rapidement, la presse attaqua violemment les Britanniques, qu'ils accusèrent d'être les meurtriers du Premier ministre. Comme le souligne Peter Sluglett, le caractère brutal et dramatique de sa mort associé à la responsabilité britannique encouragèrent un processus d'héroïsation du ministre, par lequel il était devenu – paradoxalement – le symbole de la résistance contre l'emprise des Britanniques sur le pays, y compris par ceux qui l'avaient vivement critiqué par le passé (Sluglett : 1976, 117). À l'image de nombreux journaux, le quotidien bagdadien *al-Burhān* utilisa le 19 novembre 1929 l'expression « la balle anglaise » (*al-raṣāṣa al-inklīziyya*), suggérant que les Britanniques avaient poussé al-Saʿdūn au suicide. On y appelait les jeunes à se soulever et à manifester :

> « La balle anglaise » a transpercé le cœur de notre héros tant aimé, et nous restons « immobiles » ? « La balle anglaise » a déchiqueté les entrailles du « père de la nation », et « ses enfants » restent « calmes » ? « La balle anglaise » a atteint l'Irak à la tête, et le corps ne devrait pas bouger ? […] J'attendais de votre part des manifestations, […] pour montrer à la Société des Nations les séquelles du mandat néfaste (voir aussi Schlaepfer, 2016 : 160).

Banalité du turc. Dissimulation ou indifférence ?

Il est difficile de se prononcer sur les intentions d'un homme sur le point de mettre fin à ses jours quant à la langue qu'il choisit pour l'écrire, sans compter qu'il mourut sans laisser d'explication à ce propos. Son choix donne en revanche un accès privilégié au contexte sociolinguistique dans lequel ce texte fut produit, reçu et diffusé (Abou el-Haj, 1982 : 190) et permet d'éclaircir l'enjeu des registres linguistiques en usage dans le contexte irakien à la veille de l'indépendance. Revenons d'abord pour le comprendre sur l'objectif d'Amīn al-Rīḥānī lorsqu'il défend l'arabité de ʿAbd al-Muḥsin. Le caractère national arabe du renouveau culturel et littéraire que connurent les provinces syriennes de l'Empire ottoman dès le début du XIX[e] siècle – et baptisé par la suite *Nahḍa,* ou « renaissance » (Hanssen & Weiss, 2016 : 1) – était fondamental pour al-Rīḥānī. Il déplorait ainsi l'absence d'un mouvement d'une semblable envergure en Irak, qu'il percevait comme tiraillé avant l'occupation britannique entre un système éducatif ottoman axé sur l'apprentissage du turc et des cursus privés répondant à des exigences communautaires. La politique mandataire, continue-t-il, ayant par la suite reproduit cette politique de division communautaire plutôt que de la combattre, l'esprit national arabe n'avait par conséquent pu intégrer la société irakienne en profondeur (Al-Rīḥānī, 1925 : 400-405). ʿAbd al-Muḥsin faisait ainsi figure d'exception dans le paysage politique irakien, exception qui suscitait l'espoir du voyageur libanais :



> Quant aux autres [ministres] ils prenaient des allures d'étrangers. Nājī bey al-Suwaydī avait l'air d'un Européen du nord, Ṣabīḥ bey Nash'at avait l'air plus Turc qu'Arabe, Ja'far et Nūrī avaient l'air Kurdes, et Sāsūn Effendi Ḥasqayl pouvait être de n'importe où dans le monde – un Israélite du monde[7]. Quant à al-Sa'dūn, c'était un Irakien, un vrai Arabe. (Al-Rīḥānī, 1925 : 363).

Pour comprendre ce propos d'al-Rīḥānī, il convient de préciser que la *Nahḍa* selon les normes levantines – à savoir une réflexion collective débutée au XIXe siècle sur le rôle de la langue arabe et de l'imprimerie comme vecteurs d'une culture de masse dans la construction d'une identité moderne dissociée des solidarités communautaires – connut un écho limité en Irak à la même période. Le renouveau intellectuel dans les provinces irakiennes de cette époque, dont les objectifs et méthodes étaient très éloignés des modernismes syrien et égyptien fortement imprégnés d'influences européennes, provenait alors principalement des oulémas chiites des villes saintes, et aboutit à un important réformisme islamique (Luizard, 1991 : 217-304). Certes, l'influence sur le projet nationaliste arabe irakien de revues telles que *Lughat al-'Arab* fondée en 1911 par le père Anastās Mārī al-Kirmilī dans le but de promouvoir la langue et la culture arabes et transcender ainsi les différences confessionnelles ne saurait être négligée (Kilpatrick, à paraître). Mais la *Nahḍa* comme discours sur la nécessité d'entretenir une culture arabe commune fut plus tardive en Irak, trop tardive en tout cas pour qu'al-Rīḥānī, en visite dans la région au début des années 1920, puisse en être témoin. Récupérée par le projet monarchique hachémite dès sa formation (Bashkin, 2009 : 140-149) – à travers notamment la célébration annuelle de la *'Īd al-nahḍa* – et associée au cercle restreint de la nouvelle élite arabe sunnite, la *Nahḍa* prit une tournure résolument politique. D'ailleurs, à l'occasion du soixantième anniversaire d'al- Kirmilī en octobre 1928, 'Abd al-Muḥsin alors Premier ministre se fit l'hôte d'un grand festival réunissant intellectuels et écrivains irakiens pour célébrer l'action du fondateur de *Lughat al-'Arab* au service de la science et de la langue arabe ('Ujayl, 2000 : 58). Cette *Nahḍa*-là visait, de concert avec les autorités mandataires, à étouffer entre autres le mouvement de renaissance religieuse chiite et à délégitimer ses aspirations d'établissement d'un État irakien arabe et islamique. De par son passé familial et l'hostilité dont il avait su faire preuve à l'égard des chiites, 'Abd al-Muḥsin se présentait alors comme le candidat idéal de ce projet politique axé sur une arabité à la fois hachémite et irakienne, mais une arabité de surface en réalité, comme le trahit sa lettre d'adieu, qui dissimulait mal le poids de l'héritage turc ottoman.

Que 'Abd al-Muḥsin ait maîtrisé le turc ottoman au point de le choisir comme langue d'expression de ses dernières volontés n'est, en soi, pas une surprise. La connaissance de cette langue – parfois supérieure à l'arabe – a fait l'objet de nombreuses études, à commencer par celle de William A. Cleveland sur le parcours de Sāṭi' al-Ḥuṣrī, entre ottomanisme et arabisme. Le cas d'al-Ḥuṣrī est certainement le plus emblématique de cette génération éduquée en turc dans un système impérial,

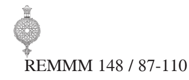
7 Traduction littérale de *min al-isrā'īliyyīn fī al-'Ālam* dont la signification n'est pas claire.

souvent à Istanbul, et dont la seconde partie de carrière fut marquée par une transition – plus ou moins réussie – vers un système national centré sur l'arabité (Cleveland, 1971 : 66 ; voir aussi Wien, 2006 : 15-18). Son accent turc lorsqu'il s'exprimait en arabe est relevé par certains avec quelque ironie, comme Gertrude Bell : « A curious product. He is a very well educated man, speaks French and a little Italian. The thing he doesn't speak is Arabic – he speaks it like a Turk. » (Bell, 11 septembre 1921). Et d'autres, comme le nationaliste arabe Amīn al-Rīḥānī, pour l'excuser : « Son amour pour les Arabes est dans son cœur, et non pas sur sa langue » (Al-Rīḥānī, 1935 : 227-228). Notons à cet égard que dans les récits que firent les individus présents chez ʿAbd al-Muḥsin quelques heures après sa mort et qui prirent en premier connaissance de la lettre, la lecture à voix haute du texte original en turc faite aux personnes présentes – quatorze au total – ne semble avoir nécessité aucune traduction, ce qui indique que tous comprenaient le turc. De surcroît, l'absence de commentaires quant au processus de traduction de la lettre vers l'arabe dans les sources irakiennes témoigne de la banalité de l'usage du turc, dans ce milieu sociopolitique.

Ce qui peut paraître plus surprenant dans ce cas précis, c'est le registre choisi. Dans *Imperial Legacy*, L. Carl Brown s'intéresse à l'héritage linguistique ottoman dans les espaces arabes et affirme que la langue turque faisait partie d'une culture politique bien distincte de celle de la langue arabe. L'ottoman, comme « langue d'autorité », se démarquait ainsi de l'arabe, langue des gouvernés (*rulers and ruled*). Bien que son usage à l'oral ou à l'écrit ait pu persister auprès de la génération éduquée dans le système éducatif ottoman, elle était toutefois destinée à disparaître après le démantèlement de l'Empire. En se basant sur l'exemple palestinien, Brown conclut ainsi :

> Those Palestinian Arab leaders who had spent the formative years of their lives as Ottoman subjects were shaped by the Ottoman political cutlture, but their children would not be so conditioned. The next generation of Palestinians would grow up never having heard Turkish used as "the language of authority" (Brown, 1996 : 7).

Sans remettre ici en question la fonction d'autorité sociale et politique de la langue turque dans les contextes arabes, c'est plutôt sur la question du registre de la langue et de sa transmission que l'on peut approfondir le débat. La lettre d'adieu d'al-Saʿdūn montre qu'au contraire de ce qu'affirme Brown, cette langue pouvait être transmise à la génération suivante, née et ayant grandi sans avoir fait l'expérience de l'Empire : Si ʿAbd al-Muḥsin avait choisi d'écrire à son fils en turc ottoman, c'est vraisemblablement parce celui-ci le lisait et le comprenait. On sait du reste que ʿAlī avait pu lire la lettre dès les premiers jours après le suicide de son père, probablement par l'intermédiaire d'une photographie prise par la police le soir-même et envoyée en Angleterre. L'histoire de ʿAbd al-Muḥsin al-Saʿdūn et de son fils montre ainsi que la pratique du turc (ottoman) n'était pas limitée au registre administratif ou politique, mais s'étendait également à la sphère privée, relevant ainsi du registre de l'intime. Dans son cas, comme dans celui de Sāṭiʿ al-Ḥuṣrī, de



Nājī al-Suwaydī et d'autres personnalités politiques basées en Irak, leur mariage avec des femmes turcophones a pu contribuer à entretenir l'héritage turc, dans les sphères familiale et privée. On sait que lors d'événements mondains par exemple, auxquelles les femmes de notables étaient parfois invitées, celles-ci divertissaient l'assemblée en jouant au piano sur des airs chantés en turc (Bell, 25 avril 1921).

D'autres interprétations, plus politiques, de la langue choisie restent également concevables. Son fils étant alors basé à l'étranger, les probabilités que le premier lecteur de la lettre soit bel et bien son destinataire étaient minces. En tant que Premier ministre, il était prévisible que la lettre tombe plutôt entre les mains d'autres hommes politiques, puis dans l'espace public, avant de faire l'objet de graves controverses politiques et diplomatiques. A-t-il pu s'agir d'un *statement* de la part de ʻAbd al-Muḥsin, d'un geste visant à affirmer le rejet d'un nouvel ordre politique, en choisissant la langue de l'ancien régime ? Poussons un peu plus loin encore cette logique : en choisissant le turc, a-t-il signifié sa volonté que cette lettre soit soumise au crible exclusif de ses proches collègues turcophones, et donc capables de la déchiffrer, avant d'être relayée – sous une forme qu'ils estimeraient raisonnable – dans l'espace public, évitant ainsi sciemment qu'elle tombe trop tôt entre certaines mains, comme celles des autorités mandataires ? Ces hypothèses sont envisageables, mais il reste encore une fois difficile de tirer des conclusions quant aux motivations du Premier ministre, puisqu'il n'a laissé aucune indication quant à ce choix précis.

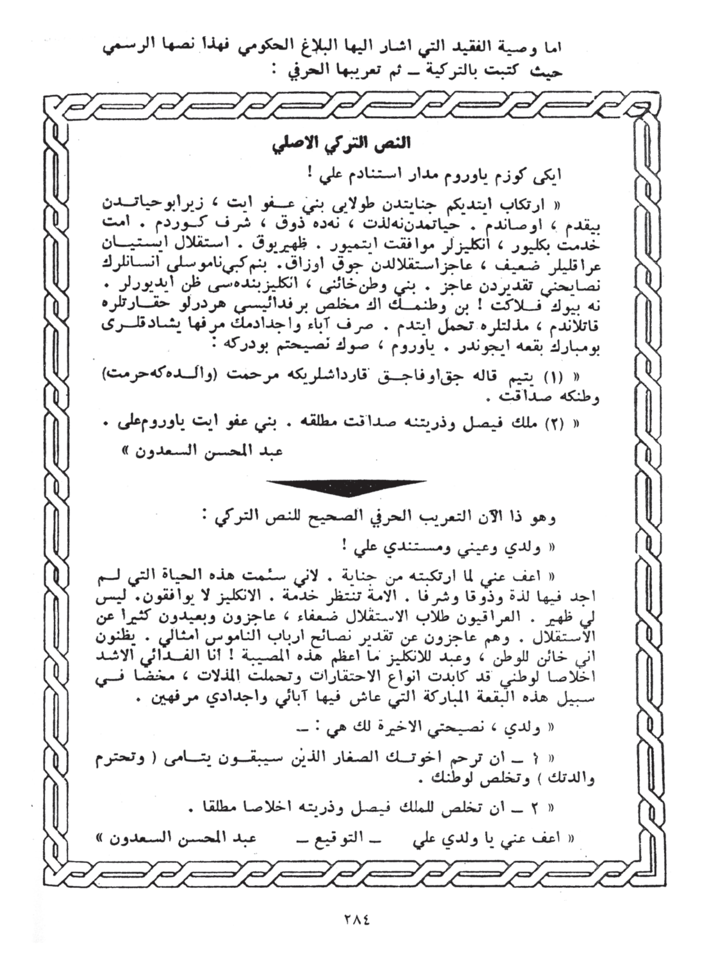
Toujours est-il que les controverses suscitées par l'édition, la traduction et la publication de la lettre de suicide de ʻAbd al-Muḥsin al-Saʻdūn en novembre 1929 semblent s'être moins concentrées sur le choix de la langue en soi, que sur les obstacles liés à sa traduction et les difficultés à en livrer une version officielle dont le contenu serait jugé raisonnable, du point de vue tant des autorités britanniques et de la classe dirigeante irakienne, que de l'opinion publique. Si donc le choix de préserver le legs ottoman à travers la langue jusque tard dans les années 1920 en Irak dans les registres, tant politique que familial, peut paraître *a posteriori* étonnant, c'est au contraire sa banalité au sein de la notabilité sunnite et des cercles du pouvoir, qui se dégage des témoignages de l'époque. À ce titre, l'hypothèse de l'indifférence qu'examine Liora Halperin dans son étude sur les pratiques linguistiques en Palestine mandataire, mérite d'être explorée dans le contexte irakien (Halperin, 2015 : 17-18). L'historienne observe les difficultés rencontrées par les efforts d'homogénéisation d'une langue nationale – en l'occurrence l'hébreu – par le haut, dans un contexte de forte diversité linguistique. Malgré les démarches visant à étouffer et dissimuler le bilinguisme, conclut-elle, les catégories d'usage linguistique unique furent souvent contestées, transgressées et négociées. Transposée au contexte irakien, cette hypothèse nous intéresse. Malgré les efforts d'arabisation du gouvernement (*taʻrīb al-ḥukūma*) (Al-Ḥuṣrī, 1967 : 56-61), l'analyse de la lettre d'adieu de ʻAbd al-Muḥsin montre que non seulement l'usage du turc persistait en son sein même, mais surtout que cette pratique se perpétuait dans une vraisemblable *indifférence*. Alors même que les discours historiques nationalistes

arabes intimement liés à *l'establishment* sunnite et proche du cercle chérifien se sont efforcés de « combattre les spectres du passé » en véhiculant l'image d'une arabité uniforme et immémoriale, la pratique du turc ne semble avoir été ni oubliée, ni dissimulée, et encore moins étouffée.

* * *

Annexe

Lettre de suicide de ʻAbd al-Muḥsin al-Saʻdūn adressé à son fils ʻAlī al-Saʻdūn. Versions officielles de la lettre en turc et en arabe.



اما وصية الفقيد التي اشار اليها البلاغ الحكومي فهذا نصها الرسمي حيث كتبت بالتركية ـ ثم تعريبها الحرفي :

النص التركي الاصلي

ايكى كوزم ياوروم مدار استنادم علي !

« ارتكاب ايتديكم جنايتدن طولايى بني عفو ايت ، زيرابوحياتدن بيقدم ، اوصاندم . حياتمدن‌نه‌لذت ، نه‌ده ذوق ، شرف كوردم . امت خدمت بكليور ، انكليزلر موافقت ايتميور . ظهيريوق . استقلال ايستيان عراقليلر ضعيف ، عاجزاستقلالدن جوق اوزاق. بنم‌كبي‌ناموسلى انسانلرك نصايحني تقديردن عاجز . بني وطن‌خائنى ، انكليزبنده‌سى ظن ايديورلر . نه بيوك فلاكت ! بن وطنمك اك مخلص برفدائيسي هردرلو حقارتلره قاتلاندم ، مذلتلره تحمل ايتدم . صرف آباء واجدادمك مرفها يشادقلرى بومبارك بقعه ايجوندر . ياوروم ، صوك نصيحتم بودركه :

« (١) يتيم قاله جق‌اوفاجق قارداشلريكه مرحمت (والده‌كه‌حرمت) وطنكه صداقت .

« (٢) ملك فيصل وذريتنه صداقت مطلقه . بني عفو ايت ياوروم‌على .

عبد المحسن السعدون »

وهو ذا الآن التعريب الحرفي الصحيح للنص التركي :

« ولدي وعيني ومستندي علي !

« اعف عني لما ارتكبته من جناية . لاني سئمت هذه الحياة التي لم اجد فيها لذة وذوقا وشرفا . الامة تنتظر خدمة . الانكليز لا يوافقون. ليس لي ظهير . العراقيون طلاب الاستقلال ضعفاء ، عاجزون وبعيدون كثيراً عن الاستقلال . وهم عاجزون عن تقدير نصائح ارباب الناموس امثالي . يظنون اني خائن للوطن ، وعبد للانكليز ما اعظم هذه المصيبة ! انا الفدائي الاشد اخلاصا لوطني قد كابدت انواع الاحتقارات وتحملت المذلات ، مخضا في سبيل هذه البقعة المباركة التي عاش فيها آبائي واجدادي مرفهين .

« ولدي ، نصيحتي الاخيرة لك هي : ـ

« ١ ـ ان ترحم اخوتك الصغار الذين سيبقون يتامى (وتحترم والدتك) وتخلص لوطنك .

« ٢ ـ ان تخلص للملك فيصل وذريته اخلاصا مطلقا .

« اعف عني يا ولدي علي ـ التوقيع ـ عبد المحسن السعدون »

٢٨٤

Illustration reproduite dans ḤASANĪ (AL-) ʻAbd al-Razzāq, 1953, *Ta'rīkh al-wizārāt al-ʻirāqiyya*,vol. 2, Bagdad, Dār al-Shu'ūn al-Thaqāfīyah al-ʻĀmmah, 198, p. 284.



Références bibliographiques

Archives

Archives nationales britanniques, Londres (ANB) et Middle East Center Archives (MECA), Oxford, St Antony's College, Université d'Oxford.
ANB, Colonial Office (CO), « Report on Middle East Conference held in Cairo and Jerusalem », mars 1921 (CO 935/1/1).
ANB, Colonial Office (CO), Sir Henry Dobbs, Rapport sur la démission de ʻAbd al-Muhsin al-Saʻdun, Bagdad, 22 novembre 1923 (CO 730/43/60034).
ANB, Colonial Office (CO), « Death of Sir Abdul Muhsin, 14 November 1929-9 January 1930 », Correspondances et rapports (CO 730/150/5).
ANB, India Office Record (IOR)[8], « The Muntafik», issued by the Arab bureau in Basra, Calcutta, 1917 (IOR/L/PS/20/63).
MECA, J.S. Thomson, Bagdad, 15 mars, 1923 (Smith's Private Papers, File 2, Box 1, GB165-0266).

Périodiques

Baghdad Times, Bagdad (1922).
Al-Burhān, Bagdad (1929).
The Times, Londres (1929).
Minhaj al-dirāsa al-iʻdādiyya, Bagdad, Maṭbaʻat al-ḥukūma (1934).
Nidā al-Shaʻb, Bagdad (1930).

Mémoires et témoignages historiques

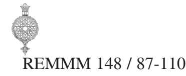
BAṢRĪ Meir, 1991, *Riḥlat al-ʿumr, min ḍifāf Dijla ilā wādī al-Tayms,* Jérusalem, Manshūrāt al-Rābiṭa.
BELL Gertrude, (entre 1921 et 1923), *Letters to her Father,* Gertrude Bell Archive, Université de Newcastle, [http://gertrudebell.ncl.ac.uk/], consulté le 19 janvier 2020.
FAYḌI Sulaymān, 1998 (1952), *Mudhakkirāt Sulaymān Fayḍi*, Londres, Al-Saqi.
JAWĀHIRĪ (AL-) Muḥammad Mahdī, 1988, *Dhikrayātī,* Damas, Dār al-Rāfidayn.
ḤASANĪ (AL-) ʻAbd al-Razzāq, 1953, *Ta'rīkh al-wizārāt al-ʻirāqiyya*, vols. 1&2, Sidon, Maṭbaʻat al-ʻIrfan.
HUME-GRIFFITH M, 1909, *Behind the Veil in Persia and Turkish Arabia,* London, Seeley, 1909.
ḤUṢRĪ (AL-) Sāṭiʻ, 1967, *Mudhakkirātī fī al-ʻIrāq,* Beyrouth, Dār al-Ṭalīʻa.
KHALISI (AL-) Cheikh Muhammad, et LUIZARD Pierre-Jean, 2005, *La vie de l'ayatollah Mahdî al-Khâlisî par son fils,* Paris, Éditions de la Martinière.
RĪḤĀNĪ (AL-) Amīn, 1925, *Mulūk al-ʻArab*, vol. 2, Beyrouth, Al-Maṭbaʻa al-ʻilmiyya.

8 Qatar Digital Library, [https://www.qdl.qa/en], consulté le 20 janvier 2020.

RĪḤĀNĪ (AL-) Amīn, 1935, *Qalb al-ʻIrāq*, Beirut, Maṭbaʻat Ṣādir.
SHĀʼŪL Anwar, 1980, *Qiṣṣat ḥayātī fī* wādī al-Rāfidayn, Jérusalem, Manshūrāt al-Rābiṭa.
SHAWKAT Nājī, 1974*, Sīra wa dhikrayāt (1894-1974),* Bagdad, Maṭbaʻat Salmān al-Aʻẓamī.
SUWAYDĪ (AL-) Tawfīq, 1969, *Mudhakkirāt niṣf qarn min taʼrīkh al-ʻIrāq wa al-qaḍiyya al-ʻarabiyya*, Beyrouth, Dār al-Kutub.
WARDĪ (AL-) ʻAlī, 1969-1972, 2e ed., *Lamaḥāt ijtimāʻiyya min taʼrīkh al-ʻIrāq al-ḥadīth, vol.* 3, s.l.n.d.

Études

ABOU EL-HAJ Rifaat Ali, 1982, « The Social Uses of the past: Recent Arab Historiography of Ottoman Rule », *International Journal of Middle East Studies* 14/2, p. 185 201.
ʻABDALLAH Luṭfī Jaʻfar Faraj, 2011 (1978), *ʻAbd al-Muḥsin al-Saʻdūn, wa dawruhu fī taʼrīkh al-ʻIrāq al-siyāsi al-muʻāṣir*, Beyrouth, Jadawel.
ALLAWI Ali, 2014, *Faisal I of Iraq*, New Haven, Yale University Press, 2014.
BASHKIN Orit, 2009, *The Other Iraq. Pluralism and Culture in Hashemite Iraq,* Stanford, Stanford University Press.
BAṢRĪ Meir, 1983, *Aʻlām al-yahūd fī al-ʻIrāq al-ḥadīth,* vol. 1, Jérusalem, Manshūrāt al-Rābiṭa.
BENRAAD Myriam, 2018 (2010), *L'Irak par-delà toutes les guerres*, Paris, Le Cavalier bleu.
BLAKE Corinne, 1991, *Training Arab-Ottoman Bureaucrats: Syrian Graduates of the Mülkiye Mektebi, 1890-1920*, PhD dissertation, Université de Princeton.
BROWN L. Carl, 1996, « The Setting: An Introduction », L. Carl Brown (dir.), *Imperial Legacy: The Ottoman Imprint on the Balkans and the Middle East*, New York, Columbia University Press, 112.
ÇETINSAYA Gökhan, 2006, *Ottoman Administration of Iraq, 1890-1908*, Londres ; New York, Routledge.
CLEVELAND William, 1971, *The Making of an Arab Nationalist. Ottomanism and Arabism in the Life and Thought of Sati*ʼ *al-Husri*, Princeton, Princeton University Press.
DAVIS Eric, 2005, *Memories of State. Politics, History, and Collective Identity in Modern Iraq*, Berkeley, University of California Press.
DER MATOSSIAN Bedross, 2014, *Shattered Dreams of Revolution: From Liberty to Violence in the Late Ottoman Empire*, Stanford, Stanford University Press.
DERINGIL Selim, 1990, « The Struggle against Shiism in Hamidian Iraq: A Study in Ottoman Counter-Ṗropaganda », *Die Welt des Islams* 30/1-4, p. 45 62.
DOCKTER Warren, 2015, *Churchill and the Islamic World: Orientalism, Empire and Diplomacy in the Middle East*, Londres, IB Tauris.



DUMAS Juliette, 2013, *Les perles de nacre du sultanat: les princesses ottomanes (mi-XVe-mi-XVIIIe siècle)*, thèse de doctorat, École des hautes études en sciences sociales (Paris).
FORTNA Benjamin, 2011, *Learning to Read in the Late Ottoman Empire and the Early Turkish Republic,* Basingstoke, Palgrave Macmillan.
GEORGEON François (dir.), 2012, *L'Ivresse de la liberté. La révolution de 1908 dans l'Empire ottoman*, Louvain, Peeters.
GHAREEB Edmund et DOUGHERTY Beth, 2004, *Historical Dictionary of Iraq*, Lanham, Scarecrow Press.
HALPERIN Liora, 2015, *Babel in Zion: Jews, Nationalism, and Language Diversity in Palestine, 1920-1948*, New Haven, Yale University Press.
HANSSEN Jens, et WEISS Max (dir.), 2016, *Arabic Thought beyond the Liberal Age: Towards an Intellectual History of the Nahda*, Cambridge, Cambridge University Press.
JONES Kevin, 2013, *The Poetics of Revolution: Cultures, Practices, and Politics of Anti-Colonialism in Iraq, 1932-1960*, PhD dissertation, Université du Michigan.
KILPATRICK Hilary, (manuscrit en préparation), *The Nahḍa, Iraqi style: The Original Contribution of Father Anastās Mārī al-Kirmilī.*
LUIZARD Pierre-Jean, 1991, *La formation de l'Irak contemporain. Le rôle politique des ulémas chiites à la fin de la domination ottomane et au moment de la création de l'État irakien*, Paris, Éditions du CNRS.
LUIZARD Pierre-Jean, 2004 (2002), *La question irakienne,* Paris, Fayard.
MARR Phebe, 2012 (1985), *The Modern History of Iraq,* Boulder, CO, Westview Press.
MÉTÉNIER Édouard, 2012, « Le moment 1908 à Bagdad : connections personnelles et convergences politiques entre la mouvance salafiste et le mouvement constitutionaliste », François Georgeon (dir.), *L'Ivresse de la liberté. La révolution de 1908 dans l'Empire ottoman*, Louvain, Peeters, p. 317-386.
MILLS Amy, REILLY James et PHILLIOU Christine, 2011, « The Ottoman Empire from Present to Past: Memory and Ideology in Turkey and the Arab World », *Comparative Studies of South Asia, Africa and the Middle East* 31/1, p. 133-136.
NAKASH Yitzhak, 1994, *The Shi'is of Iraq*, Princeton, Princeton University Press.
PEDERSEN Susan, 2010, « Getting Out of Iraq in 1932: The League of Nations and the Road to Normative Statehood », *The American Historical Review* 115/4, p. 9751000.
PODEH Elie, 2010, « From Indifference to Obsession: The Role of National State Celebrations in Iraq (1921-2003) », *British Journal of Middle Eastern Studies* 2/37, p. 179-206.
PROVENCE Michael, 2011, « Ottoman Modernity, Colonialism, and Insurgency in the Interwar Arab East », *International Journal of Middle East Studies* 43/2, 2011, 205-225.

PROVENCE Michael, 2017, *The Last Ottoman Generation and the Making of the Modern Middle East*, Cambridge, Cambridge University Press.

PURSLEY Sara, 2015, « Lines Drawn on an Empty Map': Iraq's Borders and the Legend of the Artificial State (2 parts) », www.jadaliyya.com (consulté le 19 janvier 2020).

REY Matthieu, 2016, « The British, the Hashemites and Monarchies in the Middle East », Aldrich, Robert, and McCreery, Cindy (dir.), *Crowns and Colonies: European Monarchies and Overseas Empires*, Manchester University Press, p. 227-244.

SCHLAEPFER Aline, 2016, *Les intellectuels juifs de Bagdad. Discours et allégeances (1908-1951)*, Leyde, Brill.

SCHLAEPFER Aline, 2021 (à paraître), « Between Ruler and Rogue. Sayyid Talib al-Naqib and the British in Early 20th Century Basra », Öztan, Ramazan, and Yenen, Alp (dir.), *Age of Rogues. Rebels, Revolutionaries, and Racketeers at the Frontiers of Empires*, Edinburgh, Edinburgh University Press.

SHIELDS Sarah, 2009, « Mosul, the Ottoman legacy and the League of Nations », *International Journal of Contemporary Iraqi Studies* 3/2, p. 217 30.

SLUGLETT Peter, 2007 (1976), *Britain in Iraq. Contriving King and Country*, Londres, IB Tauris.

SLUGLETT Peter, 2004, « British Archival Sources for the History of the Middle Eastern Mandates », Méouchy, Nadine et Sluglett, Peter (dir.), *The British and French Mandates in Comparative Perspectives*, Leyde, Brill, 2004, p. 55-61.

TAUBER Eliezer, 1994, « Syrian and Iraqi Nationalist Attitudes to the Kemalist and Bolshevik Movements », *Middle Eastern Studies* 30/4, p. 896 915.

TRIPP Charles R. H., 2007 (2000), *A History of Iraq*, Cambridge, Cambridge University Press.

ʻUJAYL Ḥusayn Muḥammad, 2000, *Rasāʼil al-ustādh al-raʼīs Muḥammad Kurd ʻAlī ilā al-ab Anastās Mārī al-Kirmilī,* Damas, Majmaʻ al-lugha al-ʻarabiyya.

VISSER Reidar, 2009, « Proto-Political Conceptions of 'Iraq' in Late Ottoman Times », *International Journal of Contemporary Iraqi Studies* 3/2, p. 143 54.

WIEN Peter, 2006, *Iraqi Arab Nationalism, Authoritarian, Totalitarian and pro-Fascist Inclinations (1932-1941)*, Londres ; New York, Routledge.

YILMAZ Şuhnaz, et YOSMAOGLU İpek K., 2008, « Fighting the Spectres of the Past: Dilemmas of Ottoman Legacy in the Balkans and the Middle East », *Middle Eastern Studies* 44/5, p. 67793.

ZUBAIDA Sami, 2007, « Al-Jawâhîrî: Between Patronage and Revolution », *Revue des mondes musulmans et de la Méditerranée* 117-118, p. 81-98.

